

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

Une publication du Service Economique Régional de Mexico
En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, La Havane, Saint-Domingue et Panama
Semaine du 27 novembre 2025

La Banque centrale du Mexique (Banxico) a réduit sa prévision de croissance pour 2025 de 0,6 % à 0,3 %.

Banxico a revu à la baisse sa prévision de moitié par rapport à août dernier, tablant désormais sur une croissance inférieure au pronostic du consensus de marché (0,5 %) et s'éloignant davantage de la très optimisme prévision du FMI d'octobre dernier (1 %).

**LE CHIFFRE A
RETENIR**

0,3 %

Prévision de croissance
de Banxico pour 2025

La Gouverneure de la Banque centrale, Victoria Rodríguez Ceja, a expliqué que cet ajustement était dû à la contraction de l'activité enregistrée au T3 2025 (-0,3 % g.t.), marquant une performance plus faible que prévue. Cette révision de croissance à la baisse témoigne on outre de perspectives négatives pour le T4 2025.

La Gouverneure a également rappelé que la modération de l'économie attendue pour cette année était à mettre en lien avec la contraction du secteur industriel et les fortes incertitudes, dans un contexte de fragmentation des politiques commerciales mondiales et à l'approche de la révision du T MEC prévue mi-2026.

Pour 2026, Banxico prévoit un rebond de l'économie qui enregistrerait une croissance de 1,1 %.

Mexique

Conjoncture macroéconomique

L'inflation a augmenté à 3,61 % g.a. lors de la première quinzaine de novembre, après deux quinzaines en baisse, tout en restant dans la fourchette cible de la Banque centrale (3 % $\pm$ 1). Pour rappel, le taux enregistré lors de la dernière quinzaine d'octobre s'est élevé à 3,50 % g.a.. Les chiffres de l'inflation au Mexique présentent un tableau mitigé. L'inflation globale reste dans la fourchette cible de la Banque centrale (Banxico) en lien principalement avec la performance de la composante non sous-jacente (1,29 % g.a. lors de la première quinzaine de novembre), qui a fortement baissé par rapport à 2024. En revanche, l'inflation sous-jacente, qui exclut de son calcul les produits dont les prix sont les plus volatils et qui offre une vision plus stable des tendances inflationnistes et de leur trajectoire à moyen terme, a atteint son plus haut niveau depuis un an et demi (4,32 % g.a. lors de la première quinzaine de novembre), malgré un environnement économique moins dynamique. Au sein de la catégorie sous-jacente, la hausse des prix des marchandises a légèrement ralenti (+4,13 % g.a.) tandis que les prix des services ont eu tendance à accélérer (4,50 % g.a.). Malgré la persistance des pressions inflationnistes, le marché mise sur une nouvelle baisse de taux de 25 points de base (pdb) par Banxico avant la fin de l'année, qui porterait le taux d'intérêt directeur à 7 %.

Le solde courant du Mexique a enregistré un excédent de 2,3 Mds USD au T3 2025, soutenu par un solde positif de la balance des marchandises non pétrolières. Après deux trimestres consécutifs de déficit, le solde courant s'est redressé, représentant 0,5 % du PIB. Ce redressement est principalement à mettre en lien avec la nette réduction du déficit du revenu primaire (passé de -16,8 Mds USD au T2 2025 à -4,9 Mds au T3 2025). Au total, la balance des biens et services a enregistré un déficit de -8,9 Mds USD, qui s'explique en grande partie par le déficit de la balance des marchandises pétrolières (-6,6 Mds USD). Malgré le contexte d'incertitudes commerciales accrues, les exportations de biens ont encore augmenté, s'élevant à 169,2 Mds USD (contre 164,0 Mds USD au trimestre précédent). La balance des revenus secondaires continue pour sa part d'enregistrer un excédent confortable (16,1 Mds USD au T3 2025).

D'après un rapport de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL), le Mexique figure parmi les quatre pays ayant enregistré la plus forte réduction de la pauvreté en 2024. La CEPAL a souligné certaines avancées réalisées ces dernières années en matière d'indicateurs économiques et sociaux, citant le fait qu'en 2024, 25,5 % de la population latino-américaine vivait dans une situation de pauvreté monétaire, le niveau le plus bas depuis que des données comparables existent. Ce chiffre représente une baisse de 2,2 points de pourcentage par rapport à 2023 et de plus de 7 points par rapport à 2020, au plus fort de la pandémie. Le Mexique se distingue comme le 4^{ème} pays ayant présenté la plus forte baisse de pauvreté. Parmi les facteurs déterminants de la réduction de

la pauvreté au Mexique figurent les transferts publics aux groupes vulnérables ainsi que l'augmentation du salaire minimum. Les recommandations formulées par la CEPAL pour réduire la pauvreté et les inégalités sont les suivantes : (i) stimuler la croissance économique afin d'accélérer le dynamisme du marché du travail ; (ii) promouvoir un système fiscal progressif ; (iii) développer des politiques sociales et de protection sociale et (iv) et renforcer les systèmes éducatifs.

Sectoriel

Deux nouveaux projets photovoltaïques devraient renforcer la production d'énergie solaire dans le Quintana Roo. Libienergy prévoit un parc de 241 MWp à Chetumal sur 500 hectares avec près de 400 000 modules. L'entreprise ZML Quintana Roo développe un site de puissance équivalente à Felipe Carrillo Puerto pour un investissement de 250 M USD, incluant plus de 360 000 panneaux bifaciaux et une connexion au réseau de la CFE. Les deux projets, actuellement soumis à une évaluation environnementale, promettent un impact économique local positif (services, logistique, location de terrains) mais impliquent un défrichage significatif de zones forestières abritant des espèces protégées, nécessitant des programmes de sauvetage de la faune et soulevant le défi de concilier expansion énergétique, exigences environnementales et développement territorial.

Le ministère de l'Economie mexicain prépare un durcissement des règles d'importation de produits sidérurgiques en renforçant les contrôles afin d'éviter la triangulation et l'usage de documents falsifiés. Les certificats de qualité devront désormais porter une signature spécifique un sceau physique, et le pays d'origine — défini par le « fondu et coulé » — devra correspondre exactement à celui déclaré par l'importateur, sous peine de sanctions pouvant aller jusqu'à cinq ans d'interdiction d'autorisation d'entrée sur les marchés mexicains. Ces mesures visent à protéger le marché national face à la surcapacité mondiale qui pourrait atteindre 721 millions de tonnes en 2027, ainsi que contre les exportations record de la Chine, qui ont atteint 118 millions de tonnes en 2024 (soit cinq fois la production annuelle mexicaine). Certains analystes estiment que ces ajustements répondent aux pressions américaines tandis que d'autres dénoncent un dispositif susceptible de se transformer en obstacle au commerce et de contrevenir aux règles de l'OMC, dans la mesure où il introduit un niveau de discrétion supplémentaire qui laisse aux autorités une marge d'appréciation jugée excessive.

Finances publiques

Le mois d'octobre a été marqué par une mauvaise performance de l'entreprise nationale pétrolière Pemex qui a enregistré une chute de 4,4 % g.a. de sa production d'hydrocarbures. Pemex a déclaré ce mois-ci une production de plus de 1,6 million de barils quotidiens d'hydrocarbures liquides, représentant une

baisse de 4,4 % en taux annuel. La production d'« or noir » enregistre ainsi 22 mois de baisse consécutifs, faute de parvenir à enrayer le déclin des champs pétroliers matures, à contre-courant du plan stratégique 2025-2035 de l'administration de Claudia Sheinbaum qui table sur une augmentation de l'extraction d'hydrocarbures pour atteindre un volume quotidien de 1,8 million de barils d'ici 2030. Le Vice-ministre aux hydrocarbures du ministère de l'Énergie (Sener), Juan José Vidal Amaro, a souligné lors de l'inauguration du Congrès international de l'énergie de Tamaulipas 2025 l'importance de l'exploration pour maintenir et augmenter les réserves pétrolières. Conséquence directe de la baisse de la production pétrolière enregistrée au mois d'octobre, les exportations de pétrole brut n'ont atteint que 626 700 barils par jour, soit une baisse de 24,6 % g.a.. Au total, sur l'ensemble du mois d'octobre, les exportations ont généré 1,12 Md USD de recettes pétrolières pour Pemex (-33,2 % g.a.), en baisse pour le 20^{ème} mois consécutif.

Indicateurs bourse, change et pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	27/11/2025
Bourse (IPC)	1,69%	27,19%	63 128,17 points
Change MXN/USD	-0,33%	-10,92%	18,34
Change MXN/EUR	0,19%	-2,24%	21,27
Prix du baril mexicain	-1,32%	-13,12%	55,90

Amérique centrale

Costa Rica

Le Régime spécial (zones franches) aurait enregistré une croissance de 62,1 % au cours des quatre dernières années selon l'Observatoire national et social de l'Université nationale du Costa Rica. Le régime définitif aurait quant à lui enregistré une croissance plus modérée de 10,5%, témoignant d'une économie costaricienne à deux vitesses. Cette tendance serait également observée à l'exportation : les exportations du régime spécial auraient enregistré une croissance de près de 23 % sur l'année 2025, tandis que celle du régime définitif ne dépasse pas 1 %. Les principaux moteurs des exportations costariciennes sont les équipements médicaux et de précision, tandis que les exportations traditionnelles de produits agricoles (ananas, banane, café principalement) affichent un dynamisme moindre.

La Région Sud et le Costa Rica ont lancé le projet OCEAMP dédié à la protection des écosystèmes marins costariciens et de la Méditerranée, financé à hauteur de 1,8 M EUR, dont 1 M EUR par l'Agence française de développement (AFD). Le projet OCEAMP se concentre sur trois volets : (i) la gestion des Aires Marines Protégées, (ii) la formation des acteurs locaux, et (iii) la sensibilisation des citoyens, notamment sur le segment des jeunes. Il s'agit d'un projet opérationnel qui repose sur les échanges de terrain, l'apprentissage mutuel et le renforcement des compétences. Le projet s'inscrit dans une dynamique engagée depuis 2019 entre les deux territoires et consolide une alliance autour de priorités communes : (i) l'adaptation au changement climatique et la protection de la biodiversité, (ii) la préservation des océans et des zones côtières, (iii) la gestion durable de l'eau, (iv) le développement de l'écotourisme ainsi que (v) la coopération scientifique et universitaire.

Le ministère des Finances du Costa Rica a réalisé sa première émission en euros sur le marché local pour un montant de 1 Md EUR avec échéance en 2030 et un coupon net de 5,5 %. Selon le ministère des Finances, cette émission vise à diversifier les sources de financement du pays, à offrir des conditions plus compétitives et à renforcer la stabilité macroéconomique. La gestion de la dette en euros s'inscrit dans une stratégie visant à faire face aux échéances de la dette au premier trimestre 2026 et à garantir une structure de dette durable.

Selon un rapport de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL), le Costa Rica représenterait 10 % ses exportations de services d'Amérique latine, derrière le Brésil et le Mexique et au même niveau que l'Argentine. Le secteur des services costaricien aurait fortement cru entre 2005 et 2024, avec un poids dans les exportations totales latinoaméricaines passé de 3 % à 10 %, tiré par le dynamisme des exportations de services modernes (TIC, services numériques), mais aussi des services liés au tourisme. Cette performance illustrerait la capacité du Costa Rica à se positionner comme acteur important du commerce de services dans la région, renforçant sa compétitivité et son attractivité sur les marchés internationaux.

El Salvador

Le Conseil d'administration de la BID a approuvé un prêt de 195 M USD destiné à moderniser l'Aéroport international du Salvador. Le financement est accordé sur 23 ans avec une période de grâce de 7,5 ans. Le programme vise à améliorer la qualité des services aéroportuaires et à renforcer la capacité institutionnelle en matière de planification et de gestion du transport aérien. L'opération s'inscrit dans l'initiative « Amérique au Centre » de la BID et contribue à l'intégration économique par le développement d'infrastructures régionales durables. Selon les projections, la nouvelle infrastructure bénéficierait à 7,7 millions de passagers par an d'ici 2030, ainsi qu'à plus de 518 000 professionnels liés au tourisme et à 1,8 million de bénéficiaires indirects. Le projet répond au besoin de modernisation du principal aéroport du pays, qui concentre 99,8 % des opérations aériennes et l'ensemble des vols internationaux.

Guatemala

Avec l'adoption du décret 18-2025, le Guatemala s'intègre formellement au Traité de libre-échange entre la Corée du Sud et les Républiques d'Amérique centrale, dont il était depuis 2019 le seul pays absent. Cette décision marque un tournant pour l'économie guatémaltèque, en particulier pour les secteurs agricole, manufacturier et textile, qui faisaient face à des droits de douane plus élevés que leurs concurrents régionaux. Alors que le traité était déjà en vigueur pour le Nicaragua, le Honduras, le Costa Rica, le Salvador et le Panama, le Guatemala restait en marge d'un marché qui a représenté 66,5 M USD d'exportations en 2024. Agexport a souligné l'importance d'une ratification rapide, qui ouvrira aux exportateurs guatémaltèques de nouvelles opportunités vers un marché de plus de 52 millions de consommateurs.

Le Parlement guatémaltèque a approuvé le budget 2026 pour un montant d'environ 21,3 Mds USD. Ce cadre financier prévoit 14,1 Mds USD pour les dépenses de fonctionnement (salaires publics, programmes sociaux, administration), 4,4 Mds USD pour l'investissement public (infrastructures, équipements, projets de développement) et 2,8 Mds USD destinés au service de la dette. Le déficit fiscal atteindra 3,3 % du PIB, soit 4,3 Mds USD. L'éducation demeure une priorité budgétaire, avec une allocation de près de 3,5 Mds USD pour les écoles, les programmes pédagogiques et les rémunérations du personnel. La santé disposera d'un budget d'environ 2,1 Mds USD alloués au renforcement du réseau hospitalier, de l'approvisionnement en produits pharmaceutiques et des services de soins primaires. Le budget inclut également un fonds exceptionnel d'environ 820 M USD dédié aux conseils départementaux (Codede). Cette enveloppe servira à financer des projets locaux d'eau potable, d'assainissement, de voirie et de développement territorial.

Les représentants du secteur privé ont réitéré leur opposition au budget 2026. La Chambre d'Industrie du Guatemala (CIG) estime qu'il constitue une « *irresponsabilité intergénérationnelle* » en raison de l'augmentation des dépenses et de la création de mécanismes jugés peu transparents. Selon la CIG, la priorité donnée aux dépenses de fonctionnement et au service de la dette limitera les marges pour la santé, l'éducation et surtout les infrastructures, dont les routes stratégiques pour la compétitivité. La Chambre critique également les exceptions, fonds spéciaux et dispositifs sans montants définis, qu'elle considère comme des outils permettant de déplacer les ressources publiques sans contrôle suffisant. De son côté, le Comité de Coordination des Associations Agricoles, Commerciales, Industrielles et Financières (CACIF) juge le budget « *excessif et insoutenable* » et souligne que seuls 16 % en sont destinés à l'investissement. L'organisation alerte également sur les risques macroéconomiques que pourrait entraîner ce nouveau budget comme « *la perte de discipline fiscale, la hausse des taux d'intérêt et de l'inflation* ».

Honduras

Au T3 2025, les exportations honduriennes ont atteint 9,6 Mds USD et les importations 15,3 Mds USD, soit un déficit commercial de 5,7 Mds USD. Celui-ci s'est réduit de 8,2 % g.a. (-0,51 Md USD.) Les États-Unis restent le principal partenaire avec 4,5 Mds USD des exportations du pays (46,5 % du total) et 5,01 Mds USD des importations (32,8 % du total). Le Honduras enregistre un déficit de 1,3 Md USD vis-à-vis de l'Amérique centrale, malgré un excédent de 0,49 Md USD avec le Nicaragua. Les échanges avec l'Asie se traduisent également par un déficit de 3,21 Mds USD, principalement lié aux importations chinoises. L'Europe constitue néanmoins un pôle excédentaire pour le Honduras, avec un surplus de 0,51 Md USD porté par la dynamique des exportations de café et d'huile de palme.

Les emplois du secteur informel représentent 75 % des emplois totaux au Honduras. Ces travailleurs informels ne bénéficient pas du paiement sur 14 mois garanti aux salariés du secteur formel, de l'accès à l'Institut hondurien de sécurité sociale (IHSS) ni de l'accès au crédit. Le salaire moyen du secteur formel au Honduras, avec tous ses avantages est d'environ 800 USD, tandis que le salaire moyen dans l'informalité est d'environ 267 USD. Afin de formaliser l'économie, l'investissement est essentiel puisqu'un investissement de 20 000 USD environ est nécessaire à la création d'un emploi formel.

L'Ambassade d'Espagne au Honduras a présenté le Cadre de partenariat pour le développement durable Espagne-Honduras 2025-2029, qui orientera la coopération bilatérale pour les cinq prochaines années. Ce dispositif prévoit 300 M EUR d'aide publique au développement, dont 195 M sous forme de dons, confirmant l'Espagne comme l'un des principaux partenaires du pays. Trois zones stratégiques ont été identifiées : Golfo de Fonseca, Lenca-Central et La Ceiba-Trujillo-Puerto Lempira. Ce plan entend « *réduire l'extrême pauvreté, promouvoir*

les moyens de subsistance durables et l'appui aux populations vulnérables, en prenant en compte les droits humains, l'égalité de genre, l'environnement et le développement territorial ».

Nicaragua

Le FMI a conclu sa visite au Nicaragua dans le cadre de sa revue effectuée au titre de l'Article IV. Le FMI a appelé Managua à renforcer l'État de droit et le climat des affaires pour soutenir la croissance à moyen terme. L'institution recommande d'améliorer la transparence des processus administratifs et judiciaires liés aux droits de propriété, ainsi que de poursuivre le renforcement de la gouvernance économique, notamment du cadre anticorruption. Le Fonds a également suggéré de publier les états financiers consolidés et les rapports d'audit des entreprises publiques, d'orienter l'investissement public vers les infrastructures de transport, la santé et l'éducation, et de développer les marchés de capitaux pour renforcer l'efficacité monétaire. Le FMI prévoit un ralentissement du PIB à 3,4 % en 2026, en raison de la baisse des *remesas*, des exportations et du contexte commercial défavorable, avant une stabilisation autour de 3,4 % à moyen terme.

La Banque centrale du Nicaragua (BCN) rapporte une forte progression des paiements électroniques au T3 2025, en hausse de 61 % g.a. en volume et de près de 30 % g.a. en valeur. Les trois systèmes nationaux, le Système interbancaire nicaraguayen de paiements électroniques (SINPE), le Système d'interconnexion des paiements (SIPA) et le réseau privé UNIREN, ont traité 3,3 millions d'opérations pour un total de 19,8 Mds USD. Le SINPE a enregistré 15,6 Mds USD (+28,6 % g.a.), avec une prédominance des transferts électroniques de fonds. UNIREN a traité 4,2 Mds USD (+31,5 % g.a.) pour 2,7 millions d'opérations, tandis que le SIPA a totalisé 31,8 M USD (+53,3 % g.a.). Au T3, le pays comptait 3,5 millions de cartes de paiement en circulation (+16,8 % g.a.) et 479 000 comptes de monnaie électronique (+31,9 g.a.).

Selon la Banque centrale du Nicaragua (BCN), l'Indice Mensuel d'Activité Économique a progressé de 7,2 % g.a. en septembre 2025. La variation cumulée entre janvier et septembre 2025 a atteint 4,6 %. Les hausses les plus marquées concernent l'exploitation minière, en hausse de 21,2 % g.a., portée par une extraction d'or plus élevée. La construction progresse de 15,6 % g.a., tandis que le commerce enregistre une augmentation de 15,1 % g.a. Les hôtels et restaurants affichent une croissance de 9,9 % g.a., soutenue par une amélioration de la demande. Enfin, l'industrie manufacturière progresse de 7,8 % g.a., grâce à la hausse de la production de viandes, boissons, dérivés du pétrole, produits non métalliques et pièces automobiles.

Panama

Selon le ministère de l'Economie et des Finances (MEF), l'activité panaméenne devrait croître de 4 % en 2025, soutenue par une stabilisation progressive des conditions macroéconomiques. Le gouvernement serait parvenu à contenir le déficit budgétaire autour de 4 % du PIB, ce qui a contribué à rassurer les investisseurs étrangers et à préserver la note souveraine du pays, confirmée récemment par Moody's et S&P. Ces avancées demeurent toutefois fragiles. Plusieurs vulnérabilités structurelles persistent, notamment un niveau de recettes publiques insuffisant au regard des besoins de financement, des retards de paiement envers les fournisseurs locaux, ainsi qu'une réforme de la Caisse de sécurité sociale (CSS) jugée encore incomplète malgré son accueil positif par les marchés. Par ailleurs, la reprise éventuelle des activités de la mine de cuivre constituera un facteur déterminant pour la trajectoire économique de 2026-2027. La capacité des autorités à maintenir des signaux clairs de discipline budgétaire sera également centrale pour renforcer la crédibilité économique du pays

La Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL) anticipe une hausse de 36 % des exportations panaméennes en 2025, portée principalement par l'expédition du cuivre déjà extrait de la mine de Donoso. Dans son rapport annuel *Perspectives du commerce international pour l'Amérique latine et les Caraïbes 2025*, l'institution estime que les volumes exportés pourraient doubler l'an prochain, grâce à l'écoulement des stocks accumulés depuis la fermeture de la mine en 2023. Le ministère du Commerce et de l'Industrie précise que des quantités supplémentaires de cuivre, déjà extraites mais non encore traitées, demeurent disponibles. Les autorités explorent actuellement des options juridiques permettant de valoriser cette matière afin d'en maximiser le potentiel économique.

Le producteur multinational Chiquita Brands devrait relancer la production et l'exportation de bananes dès janvier 2026, à la suite d'un investissement de 30 M USD destiné à remettre en culture près de 5 000 hectares. L'entreprise et l'ensemble du secteur avaient été paralysés en avril 2025 par une grève liée à la réforme de la Caisse de sécurité sociale, entraînant des pertes qui dépassaient déjà 75 M USD en mai. La réactivation de l'activité bananière a été entérinée en août 2025 par un accord entre Chiquita Brands et le président Mulino, qui fixe les bases d'une réorganisation de l'industrie. Selon le ministère du Commerce et de l'Industrie, la reprise des opérations de l'entreprise pourrait constituer un levier majeur pour revitaliser le secteur bananier. Chiquita a d'ores et déjà recruté environ 2 000 travailleurs pour nettoyer et remettre en état les plantations affectées par les arrêts de travail.

Caraïbes

Antigua-et-Barbuda

Le Premier ministre d'Antigua-et-Barbuda, Gaston Browne, anticipe une croissance de 4,8 % en 2025 et de 5 % en 2026. Il estime le revenu par habitant à 22 163 USD, un niveau qui placerait le pays parmi les leaders de la région caribéenne. Gaston Browne met en avant les avancées enregistrées dans l'éducation, l'agriculture et le tourisme, et réaffirme sa volonté de poursuivre une stratégie de diversification économique. Parmi les projets phares figurent la création d'un parc agro-industriel pour renforcer la production agricole et l'extension du campus Five Islands de l'Université des Indes occidentales, avec l'objectif de développer davantage l'exportation de services éducatifs.

Bahamas

Le gouvernement des Bahamas a signé un prêt de 90 M USD avec la Banque interaméricaine de développement (BID) afin de moderniser les systèmes de la compagnie publique d'électricité Bahamas Power and Light (BPL). Parmi ces fonds, 81,9 M USD seraient attribués à l'installation de 115 000 compteurs intelligents, un système moderne de gestion des pannes et un système d'information géographique, afin d'aligner BPL sur les standards internationaux. Le reste des fonds servirait au renforcement des capacités institutionnelles de l'entreprise (3,7 M USD), ainsi qu'à l'administration et supervision du prêt ; la coordination, suivi et évaluation du projet, et le respect des normes internationales (4,4 M USD).

Cuba

Le gouvernement cubain a annoncé un ensemble d'incitations destinées à relancer l'investissement étranger, dévoilées lors du Forum des investissements de la FIHAV 2025 par le vice-premier ministre et ministre du Commerce extérieur et de l'Investissement étranger, Oscar Pérez-Oliva Fraga. Ces mesures feront l'objet d'un nouveau décret remplaçant la législation actuelle et visent à offrir un cadre plus flexible : possibilité d'opérer en monnaie nationale et en devises, introduction de modèles de gestion plus autonomes, accès à des infrastructures étatiques sous-utilisées, et ouverture de comptes bancaires à l'étranger. Le gouvernement prévoit également l'instauration de tarifs en devises mieux alignés sur la réalité économique du pays, ainsi qu'une simplification des procédures administratives. L'obligation de présenter une étude de faisabilité pour chaque nouveau projet sera supprimée et remplacée par la soumission d'un plan d'affaires détaillé. Dans le secteur touristique, les entreprises étrangères pourront désormais louer des hôtels, tout en étant automatiquement reconnues comme investisseurs à capital entièrement étranger et en bénéficiant de l'ensemble des avantages liés à la législation sur les IDE. Tout investisseur étranger sera aussi autorisé à commercialiser en gros ses biens et services auprès de tout acteur économique national disposant de la capacité de paiement. Par ailleurs, l'accès à l'achat de

carburant en devises sera garanti et, en cas d'indisponibilité locale, l'importation directe sera permise. Le gouvernement encourage également l'usage sélectif d'opérations de swap et le développement de projets immobiliers financés par des partenaires étrangers, y compris dans le résidentiel. Enfin, le nouveau Portefeuille d'investissements a été présenté : il recense 426 projets, représentant plus de 30 MUSD d'investissements potentiels, couvrant 13 secteurs prioritaires, notamment l'alimentation, l'industrie, le tourisme et l'énergie, avec un accent particulier sur la prospection et l'extraction pétrolière.

Jamaïque

La Banque de Jamaïque (BOJ) a décidé de maintenir son taux directeur à 5,75 % dans un contexte de pressions inflationnistes accrues à la suite du passage de l'ouragan Melissa. Selon le Comité de politique monétaire, la stabilité macroéconomique demeure essentielle pour soutenir les ménages face aux difficultés engendrées par la catastrophe. Le gouvernement a par ailleurs suspendu temporairement les règles budgétaires afin de financer les opérations de secours et de reconstruction, une mesure qui pourrait alourdir les dépenses publiques et accentuer les risques inflationnistes. L'inflation, qui s'établissait à 2,9 % g.a. en octobre 2025, devrait en effet dépasser largement la fourchette cible de la BOJ (4 %-6 %) dans les prochains mois.

République Dominicaine

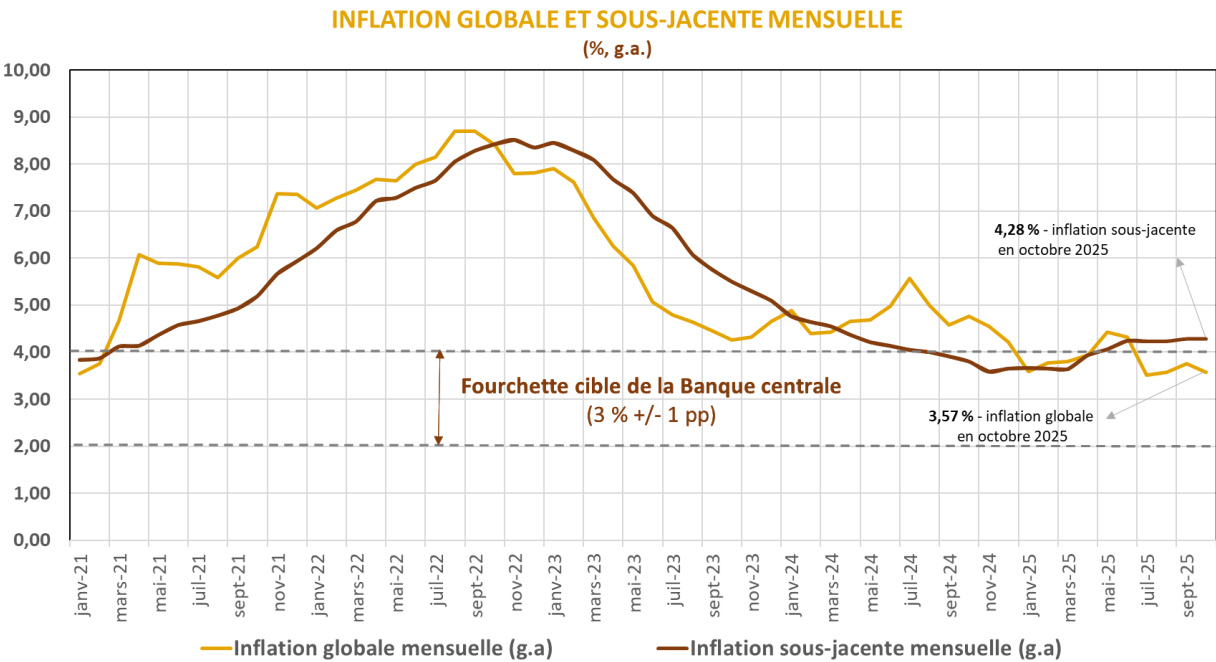
La Banque centrale estime que l'économie dominicaine générera environ 46 Mds USD de revenus externes en 2025. Cette performance reposerait principalement sur 14,9 Mds USD d'exportations, 11,2 Mds USD de recettes touristiques et plus de 11,7 Mds USD de transferts de fonds. Les investissements directs étrangers dépasseraient 4,8 Mds USD pour la quatrième année consécutive, permettant de couvrir un déficit courant projeté à 2,5 % du PIB en 2025. Les réserves internationales, évaluées à 14,5 Mds USD (soit 11 % du PIB), continuent de garantir une position extérieure solide. Ces indicateurs témoignent d'une attractivité soutenue de l'économie, notamment dans le tourisme, les zones franches et les infrastructures. La stabilité des transferts de fonds et la croissance du tourisme renforcent les entrées de devises, soutenant la stabilité du taux de change et la résilience face aux chocs externes. Les perspectives pour 2025 demeurent globalement positives, mais la forte concentration des revenus externes sur quelques secteurs clés constitue un enjeu structurel. Le pays devra poursuivre ses efforts de diversification et de montée en gamme productive afin de réduire sa vulnérabilité aux fluctuations internationales.

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone
Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

Pays	Population (millions d'hab., 2024)	PIB nominal (Mds USD, 2024)	Croissance du PIB 2022	Croissance du PIB 2023	Croissance du PIB 2024	Prévision FMI 2025	Prévision FMI 2026	Dette publique (% PIB, 2025, prév FMI)	Inflation (2025, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	132,3	1 856,4	3,7%	3,4%	1,4%	1,0%	1,5%	58,9%	3,9%	7,25%
Belize	0,4	3,2	9,3%	0,5%	3,5%	1,5%	2,4%	65,4%	1,4%	2,25 %
Costa Rica	5,3	95,4	4,6 %	5,1%	4,3%	3,6%	3,3%	59,7%	0,4%	3,50%
Guatemala	17,9	120,8	4,2%	3,5%	3,7%	3,8%	3,6%	27,0%	1,7%	4,00%
Honduras	10,7	37,1	4,1%	3,6%	3,6%	3,8%	3,5%	45,1%	4,6%	5,75%
Nicaragua	6,7	19,7	3,6%	4,4%	3,6%	3,0%	2,9%	39,3%	2,0%	6,25%
El Salvador	6,4	35,4	2,9%	3,5%	2,6%	2,5%	2,5%	87,6%	0,3%	--
Haïti	12,4	25,3	-1,7%	-1,9%	-4,2%	-3,1%	-1,2%	11,8%	27,8%	10,00%
Jamaïque	2,8	21,9	6,4%	2,7%	-0,5%	2,1%	1,5%	59,2%	4,2%	5,75%
Panama	4,5	86,5	11,0%	7,2%	2,7%	4,0%	4,0%	59,6%	-0,1%	--
République Dominicaine	10,8	124,6	5,2%	2,2%	5,0%	3,0%	4,5%	60,0%	3,7%	5,50%
Cuba	11,2	25,3	3,2 % (EIU)	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	--	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

Source : FMI, World Economic Outlook, Octobre 2025

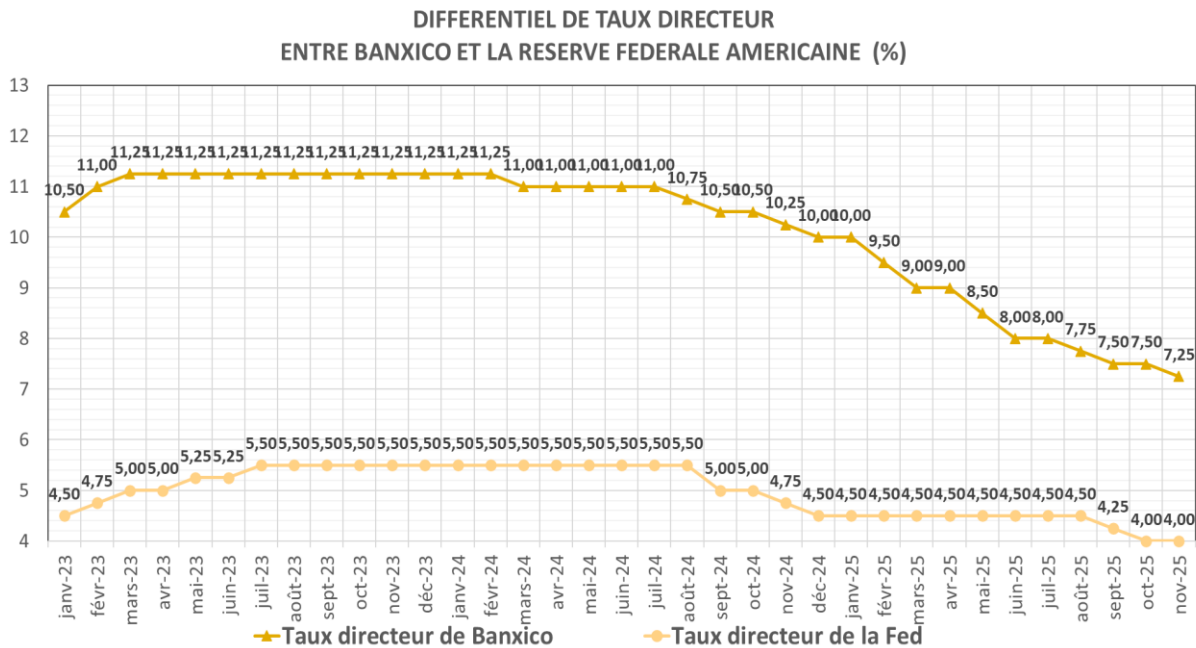
- Annexe Graphique Mexique -



Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie, Banque centrale du Mexique

date	Taux directeur de Banxico	Taux directeur de la Fed	Différentiel (pdb)
janv-23	10,50	4,50	600
févr-23	11,00	4,75	625
mars-23	11,25	5,00	625
avr-23	11,25	5,00	625
mai-23	11,25	5,25	600
juin-23	11,25	5,25	600
juil-23	11,25	5,50	575
août-23	11,25	5,50	575
sept-23	11,25	5,50	575
oct-23	11,25	5,50	575
nov-23	11,25	5,50	575
déc-23	11,25	5,50	575
janv-24	11,25	5,50	575
févr-24	11,25	5,50	575
mars-24	11,00	5,50	550
avr-24	11,00	5,50	550
mai-24	11,00	5,50	550
juin-24	11,00	5,50	550
juil-24	11,00	5,50	550
août-24	10,75	5,50	525
sept-24	10,50	5,00	550
oct-24	10,50	5,00	550
nov-24	10,25	4,75	550
déc-24	10,00	4,50	550
janv-25	10,00	4,50	550
févr-25	9,50	4,50	500
mars-25	9,00	4,50	450
avr-25	9,00	4,50	450
mai-25	8,50	4,50	400
juin-25	8,00	4,50	350
juil-25	8,00	4,50	350
août-25	7,75	4,50	325
sept-25	7,50	4,25	325
oct-25	7,50	4,00	350
nov-25	7,25	4,00	325

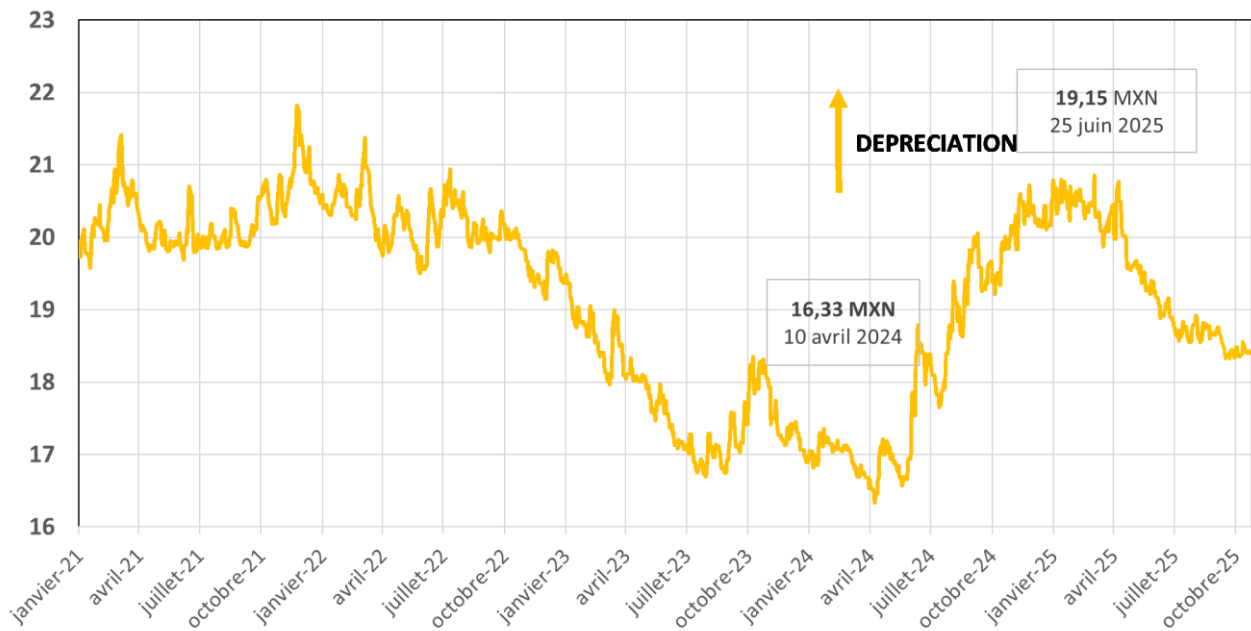
Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine



Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE

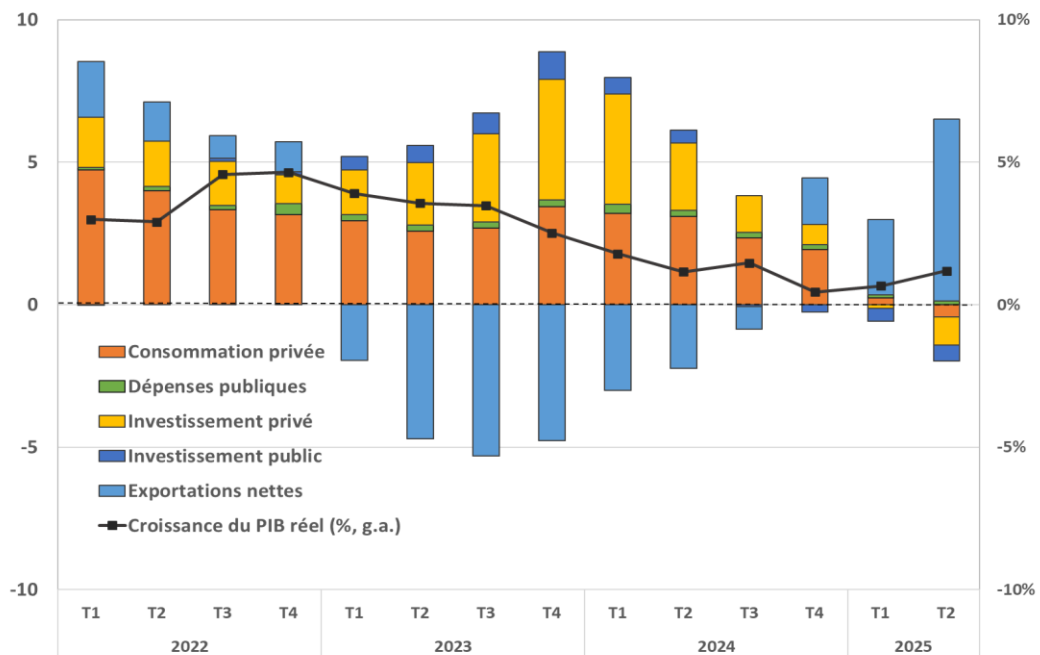
(MXN/USD)



Source : Banque centrale du Mexique

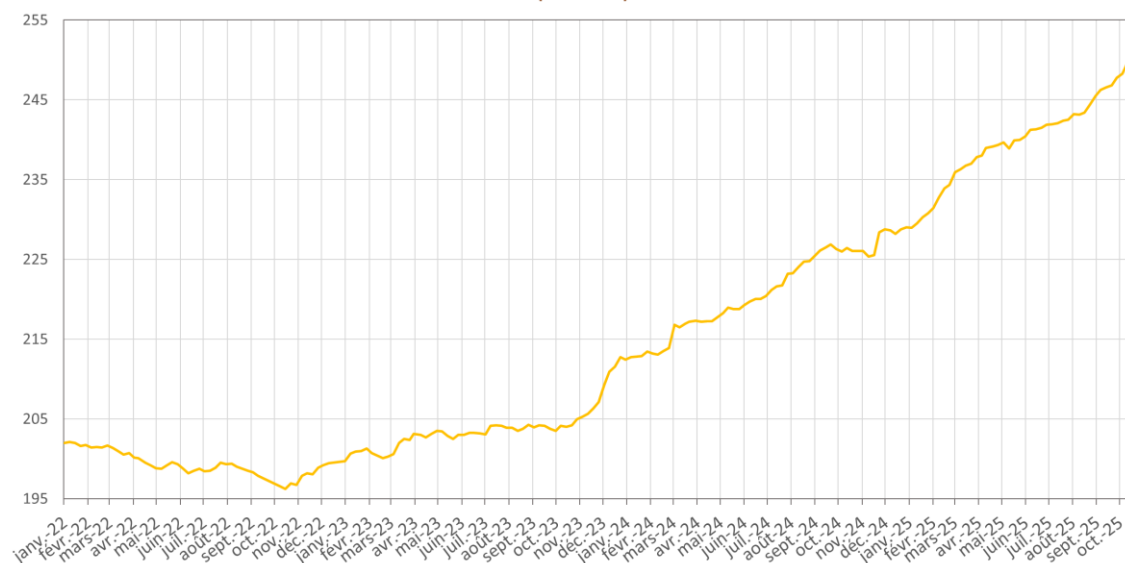
PIB REEL ET SES COMPOSANTS

Contributions à la croissance (pp, axe de gauche) / Taux de croissance trimestriel du PIB (g.a., axe de droite)



Source : Banque centrale du Mexique, Base 2018 prix courant, séries corrigées des variations saisonnières (calculs : SER)

NIVEAU DES RESERVES INTERNATIONALES DE CHANGES (Mds USD)



Source : Banque centrale du Mexique

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : mexico@dgtresor.gouv.fr